ÉDUCATION CRITIQUE AUX MEDIAS ET A L'INFORMATION DU ECMI

Présentation générale de la formation

La transition numérique dans les services publics, l'expérience du confinement, la croissance des usages numériques des enfants et des adolescents, l'explosion de leur consultation des réseaux sociaux ont accéléré les besoins de médiations autour du numérique, dans les établissements scolaires, mais aussi dans les services d'accueil de l'enfance comme d'accompagnement à la parentalité pour les parents ou les grands parents. Des postes de médiateurs numériques ont été créés par les collectivités territoriales et l'Etat, et les différents lieux d'accueil de parents sont en besoin de se former à l'éducation aux médias pour mieux aider les adultes à mieux accompagner les enfants et les adolescents, mais aussi les seniors, afin de limiter les inégalités sociales numériques qui se creusent¹.

L'université Paris 8, forte de ses recherches et de ses démarches pédagogiques innovantes en lien avec les arts, a construit un DU en Éducation critique aux médias et à l'information pour consolider les approches des professionnels engagés dans ces médiations au numérique et les ancrer dans des démarches pédagogiques appuyées notamment sur les sciences de l'information et de la communication, et capables de favoriser le développement de l'esprit critique et de la réflexivité.

- **La nécessité d'une culture du débat face à la soudaineté et la violence des images médiatiques**

Pas un mois ne passe, en France, sans que des images d'actualité – photographies, photomontages, caricatures – ne suscitent des polémiques virulentes. Ces polémiques se rejouent à l'école et à l'université, en classe et dans les cours d'école, et cumulent parfois dans des événements tragiques comme les guerres en Ukraine, dans la bande de Gaza, l'assassinat de professeurs comme Samuel Paty et Dominique Bernard, dans l'enceinte scolaire, les attentats devenus récurrents dans les pays européens, sans parler des catastrophes environnementales (inondations spectaculaires, mégafeux...). Plus que jamais se fait alors sentir, chez les professeurs, éducateurs et formateurs, la nécessité de disposer d'outils pour structurer les débats, aider les jeunes à se positionner de façon raisonnée face aux productions médiatiques, de développer un esprit critique face aux éventuelles stratégies de manipulation qui structurent les productions de l'intérieur, mais aussi une attitude réflexive quant aux cadres interprétatifs et leurs biais.

- **Les usages intensifs des médias par les jeunes et le besoin de prendre en compte en EMI la réalité et la diversité de leurs pratiques**

¹ « Une personne sur six n'utilise pas Internet, plus d'un usager sur trois manque de compétences numériques de base », *INSEE Première*, n°1780, 30/10/2019.

Les pratiques numériques ont suscité ces dernières années deux grand types d'inquiétudes, l'une liée à leur intensité, et au risque d'« addiction » lié aux techniques affectives de captation de l'attention, l'autre liée à la circulation de désinformation sur les réseaux socionumériques, mais aussi dans les médias.

Le terme de « fake news » fait l'objet de nombreux débats. Si les fausses nouvelles et la diffamation ont toujours existé, et si la propagation de certains de ces contenus par les médias ne date pas non plus d'aujourd'hui, les usages massifs des plateformes numériques grand public et leur faible modération ont contribué à amplifier le phénomène. Or, les jeunes accèdent aujourd'hui à l'information quotidienne notamment via les réseaux sociaux, et ce dès la fin de l'école primaire. Les influenceurs prennent une place de plus en plus grande dans leurs pratiques informationnelles et de consommation.

Se jouent sur les plateformes de réseaux sociaux comme sur celles de jeux en ligne, des enjeux multiples : pratiques culturelles et d'abord musicales, pratiques informationnelles, entretien de la sociabilité et construction d'identité. Les appareils utilisés, notamment le téléphone portable, constituent par ailleurs un accès à la citoyenneté et à la connaissance qui s'exerce dans un contexte de plus en plus individualisé. En 2023, 99 % des 12-17 ans utilisent internet et 84% utilisent les réseaux socionumériques². Entre 15 et 17 ans, 8 adolescents sur 10 sont présents sur au moins 4 réseaux socionumériques : Instagram, Snapchat, TikTok, YouTube³. L'évolution a été fulgurante. En 2011, seuls 22 % des 12-17 ans en disposaient. Ces mutations des usages devraient se situer au cœur des initiatives en éducation critique aux médias et à l'information.

- **Les besoins d'accompagnement éducatif des jeunes face aux plateformes**

Si certains adolescents se servent des médias de façon créative, et peuvent bénéficier de médiations parentales aidantes, la plupart ont besoin d'un accompagnement pour bénéficier des potentialités offertes par le web et pour construire la protection de leur vie privée et de leurs données personnelles⁴. La recherche d'information pertinente, la connaissance des droits numériques, ceux qui protègent spécifiquement les jeunes et ceux qu'ils doivent respecter lors de leurs publications numériques, l'utilisation des services administratifs numériques, l'utilisation des ressources éducatives présentes sur le web, la capacité à créer et à diffuser nécessitent des espaces et des temps de formation.

- **L'urgence d'un renforcement de la formation des enseignants, des éducateurs, des animateurs et des journalistes**

² CREDOC (2024). Baromètre du numérique : La diffusion des technologies de l'information et de la communication dans la société. https://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/barometre-du-numerique_2023_rapport_mai2024.pdf.

³ 9e rapport de l'Observatoire des pratiques numériques des adolescent en Normandie, 2023-Rapport Seconde (OPNAN), 2024, réalisé par Sophie Jehel, Cémti, et Jean-Marc Meunier, Paragraphe, Univ. Paris 8, pour les Ceméa, la Région Normandie, la région académique Normandie, le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, Canopé, consultable en ligne sur le site de Canopé, <https://educationauxecrans.fr/index.php?id=32>.

⁴ Voir les travaux du projet de recherche Adoprivacy sur le site adoprivacy.fr en attendant la première publication des résultats aux presses de l'ENSSIB, ainsi que celui du GTnum #Feelnum (<https://edunumrech.hypotheses.org/12644>).

La formation des enseignants est aujourd'hui principalement assurée en formation continue par le CLEMI. En formation initiale, elle ne peut occuper que des volumes horaires très réduits, en raison des autres enseignements disciplinaires. Or, les enseignants et les personnels de l'Éducation nationale, de même que les éducateurs dans des espaces hors école sont confrontés à des défis importants lorsqu'ils s'impliquent dans des actions en éducation aux médias : évolutions rapides des plateformes et de leurs fonctionnalités, évolution rapide de la compréhension par la recherche du fonctionnement des plateformes numériques, cyberharcèlement entre élèves, difficultés pour enseigner la liberté d'expression dans un contexte culturel diversifié, circulation de messages de propagande et de désinformation facilitée par les choix algorithmiques des plateformes de réseaux sociaux numériques et la difficulté d'en réguler les contenus, mais aussi difficultés attentionnelles et de concentration des élèves du fait de pratiques numériques intensifiées. L'univers médiatique est en évolution permanente, d'où l'intérêt pour les personnes chargées de missions d'éducation aux médias ou de sensibilisation au numérique d'être en prise avec les acquis renouvelés de la recherche travaillant sur des scénarios pédagogiques qui rendent accessibles des notions complexes, y compris juridiques.

Les médiateurs numériques ont également besoin d'outils pour développer la littératie numérique des différents publics et répondre aux enjeux éthiques des usages numériques.

De plus en plus de journalistes se tournent vers l'EMI comme source complémentaire d'activité. Le développement de l'EMI et sa diffusion dans l'ensemble de la population, suppose un investissement plus large des journalistes, et pour cela les journalistes ont besoin de formation à côté de leurs compétences professionnelles propres⁵, car l'enseignement est un autre métier. Ce DU en EMI a vocation à accueillir des journalistes pour faciliter cette reconversion partielle.

- **Pertinence de la création d'un DU à l'université Paris 8**

À l'université, les unités de recherche en sciences de l'information et de la communication (SIC) ont produit des travaux qui constituent des ressources scientifiques pour traiter de la complexité qui caractérise l'écosystème médiatique, la circulation de l'information, la connaissance des publics et de leurs usages, marqués par de fortes inégalités sociales⁶. Ces ressources s'appuient sur des savoirs disciplinaires approfondis depuis les années 1970, notamment par rapport aux modalités d'influence des médias. Elles permettent d'envisager les controverses récentes autour des « fake news », du « complotisme » ou encore de l'« addiction » au numérique, dans le contexte des stratégies des industries numériques et de la défiance vis-à-vis des institutions, mais aussi de l'instrumentalisation politique de ces débats.

Un certain nombre d'universités, d'écoles de journalisme, d'écoles de Sciences Politiques proposent des DU en EMI. Le DU de l'université Paris 8 fait le choix d'une

⁵ A titre d'exemple, la CFDT lors des Etats généraux de l'information se prononçait sur l'importance de la formation des journalistes en EMI, tout autant que sur l'importance de la reconnaissance professionnelle de cet investissement (<https://cfdt-journalistes.fr/2024/02/09/vers-une-emi-donnant-gout-a-linformation-journalistique-et-une-reconnaissance-aux-intervenants-journalistes/>).

⁶ Voir notamment la lecture de l'ouvrage d'Alexandra Saemmer et Sophie Jehel (dirs) *Éducation critique aux médias et à l'information en contexte numérique*, Villeurbanne : Presses de l'ENSSIB.

approche ancrée sur les projets de recherche-action et de recherche-crédation expérimentés par ses enseignants chercheurs, dans des partenariats au long cours avec le ministère de l'éducation nationale, avec le CLEMI, avec les associations d'éducation populaire comme les Céméa en collaboration avec des enseignants, des éducateurs mais aussi des journalistes, des artistes, des photographes, des vidéastes. Le DU s'appuie de ce fait sur un réseau de professionnels qui enrichissent le parcours grâce à des compétences solides et diversifiées.

L'histoire de Paris 8 a été marquée par la richesse des travaux sur l'éducation et l'éducation aux médias (notamment à travers la figure de Geneviève Jacquinet). L'attention des enseignants-chercheurs de Paris 8 aux inégalités sociales, et donc aux inégalités numériques, mais aussi à l'approche critique, le développement grâce à ArTeC d'innovations pédagogiques appuyées par des approches créatives en recherche-crédation, sont des arguments de poids pour un engagement de l'université dans des formations innovantes et sociales⁷.

- **Ressources disponibles**

L'université Paris 8 a choisi d'adapter la structure élaborée sur la base des travaux de la CPdirsic (qui réunit les unités de recherche en Sciences de l'information et de la communication) aux besoins spécifiques des institutions éducatives, associatives, journalistiques du bassin de Seine Saint-Denis.

En l'espèce, il s'agit d'approfondir les actions déjà réalisées sur le terrain par les INSPÉ, par le CLEMI (Centre de liaison de l'enseignement et des médias d'information) et ses correspondants, par les journalistes professionnels qui accompagnent les différents dispositifs scolaires, les associations d'éducation populaire et les éducateurs spécialisés, notamment au sein de la PJJ (Protection judiciaire de la jeunesse), déjà préoccupés et actifs sur l'éducation aux médias et à l'information sur le territoire.

Pour aider les stagiaires à développer des projets en EMI permettant la création de contenus audiovisuels ou radiophoniques, il est prévu de construire une collaboration avec le service audiovisuel de l'Université, en leur présentant le service, et en les accompagnant sur une réalisation.

Par ailleurs, sera mis à disposition des stagiaires l'ensemble des travaux sur lesquels s'appuieront les interventions, ainsi que l'ensemble des ressources produites dans le cadres des projets de recherche *Adoprivacy*, *GT Feelnum*, *Interpréter les images chocs en temps de crise sanitaire*, notamment.

Les ressources du Clemi Sup seront présentées et mises à disposition, ainsi que celles des Céméa, à travers les sites institutionnels et Yakamedia.

Les interventions de chargés de mission de l'ARCOM et de la CNIL permettront aussi aux stagiaires de s'emparer de leurs nombreuses ressources éducatives.

Une intervention du service EducArte facilitera la prise en main de ses contenus, adaptés aux jeunes.

Les stagiaires seront également conviés à un atelier d'éditorialisation proposé par la BU dans le cadre de la création d'un espace « FabLab » dédié à la micro édition.

⁷ Voir notamment le site <https://www.numerique-investigation.org> qui expose les travaux des étudiant.es en SIC et en photographie réalisés dans le cadre de l'atelier sociophotographique organisé par Sophie Jehel, PU en SIC Cémti, Univ. Paris 8, et Véronique Figini, MCF historienne de la photographie, Cémti, ENS Louis-Lumière, soutenu par l'EUR ArTeC.